



Extrait du Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Greve-800-travailleurs-de.html>

Grève des 800 travailleurs de Constribest : silence et passivité des autorités

- Luttés sociales en Algérie -

Date de mise en ligne : jeudi 5 novembre 2015

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

La situation n'a pas évolué bien que les revendications qu'ils soulèvent soient irréprochables et que leur satisfaction relève du fonctionnement normal de l'entreprise et de sa gestion.

Face au silence inexplicable de leur hiérarchie, ils ont fondé un grand espoir sur la promesse qui leur été faite d'être reçus par le wali. Ils voulaient l'informer de leurs problèmes et de ceux de leur entreprise qu'ils veulent sauvegarder des dérives qu'elle subit. Selon eux, des équipements, fruits d'investissements nouveaux, sont immobilisés parce qu'il n'y a pas d'huile de vidange ou des pannes qui n'ont pas lieu d'être. Ils jugent que la dégradation de la gestion et des conditions de travail au sein de leur entreprise sont le résultat direct du comportement et des méthodes de travail de leur directeur dont ils demandent le départ. Le chef de cabinet qui les a reçus à la place du Wali a fait part de son impuissance face à leurs revendications.

Ces travailleurs qui sont en grève depuis le 13 septembre, sans qu'aucune réponse ne soit donnée à leurs revendications légitimes, se sentent abandonnés par leur entreprise qui a prospéré et réalisé des investissements colossaux grâce à leur travail et à leur savoir-faire acquis depuis des dizaines d'années en participant à la réalisation des grands projets de construction tels que la Mosquée Emir Abdelkader de Constantine, à la construction de milliers de logements, à restauration de plusieurs bâtiment historiques, etc.

Leurs représentants syndicaux au niveau de l'entreprise, local et national observent un silence complice démontrant une fois de plus le désintéressement total de l'UGTA de la lutte des travailleurs qu'elle prétend représenter. La même attitude est observée par le ministère de l'Habitat qui n'arrête pas de se plaindre du manque de main-d'oeuvre qualifiée et qui fait appel de manière abusive aux entreprises étrangères pour soi-disant combler ce manque.

Finalement, la situation de ces travailleurs employés sous contrats précaires à durée déterminée depuis plus de 15 années, pour des salaires qui tournent autour de 25000 DA et qui risquent de devenir des mendiants à leur départ à la retraite, met à nu une démarche sournoise et cynique. L'absence de qualification de la main-d'oeuvre algérienne, et sa pénurie sont un prétexte fallacieux. Il est avancé à différents niveaux pour justifier l'appel aux sociétés étrangères et permettre aux entrepreneurs de recruter des travailleurs étrangers qu'ils payeront comme ils veulent. Il sert aussi à inciter les pouvoirs publics à prendre des décisions qui vont légitimer des méthodes d'exploitation fondées sur le mépris de la dignité et des droits économiques et sociaux des travailleurs.

Le silence observé par toutes les parties concernées par la situation des travailleurs de CONSTRIBEST, au regard de leurs revendications et des problèmes qu'ils soulèvent depuis des années et en grève depuis près de deux mois, ne peut pas trouver d'autres explications.

C.P.